



# Les Français et les politiques climatiques

**Antoine Dechezleprêtre**

OCDE et London School of Economics (LSE)

**Adrien Fabre**

ETH Zurich

**Stefanie Stantcheva**

Université de Harvard, CEPR et NBER, Membre du CAE

# Introduction

Mieux comprendre les considérations des citoyens vis-à-vis des politiques climatiques : préoccupations, attentes, compréhension

Constats et recommandations fondés sur les résultats pour la France d'une enquête internationale Harvard (Social Economics Lab) & OCDE  
<https://www.oecd.org/climate-change/international-attitudes-toward-climate-policies/>

Questionnaire poussé sur les perceptions des politiques publiques de lutte contre le changement climatique

- 2 006 répondants pour la France (questionnaire de 25 minutes) expérience avec vidéos
- Techniques statistiques et économétriques pour comprendre la fabrique des perceptions

# Attitudes face au changement climatique

## Un préoccupation partagée

- 80 % considèrent le changement climatique comme un problème important
- Conscience élevée des risques
- 75 % considèrent que la France doit prendre des mesures

**Constat 1.** Les Français interrogés sont conscients des conséquences potentiellement désastreuses du changement climatique et reconnaissent la nécessité de lutter contre sa progression, au niveau individuel et collectif.

# Perceptions des politiques climatiques (1/2)

Trois politiques principales à l'étude (en plus d'autres)

- Une taxe carbone avec transferts
- L'interdiction des véhicules thermiques
- Un programme d'infrastructures vertes

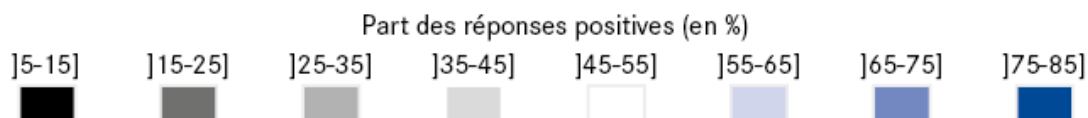
Questions détaillées sur les perceptions : résultats clés

- Efficacité : effets incitatifs bien compris mais perception de l'efficacité environnementale inférieure aux autres pays riches
- Impact redistributif : les mesures sont souvent perçues comme régressives (surtout la taxe carbone)
- Effet sur son propre ménage : les répondants anticipent des effets négatifs

**Constat 2.** Une part significative de Français pense que les politiques climatiques sont régressives et anticipent des conséquences négatives sur leur ménage.

# Perceptions des politiques climatiques (2/2)

	Programme d'infrastructures vertes		Taxe carbone avec transferts		Interdiction des voitures thermiques	
	France	Pays à hauts revenus	France	Pays à hauts revenus	France	Pays à hauts revenus
<b>Effets de la mesure</b>						
- Réduirait la pollution de l'air	67	76	61	68	65	79
- Réduirait les émissions de CO <sub>2</sub> des voitures	–	–	56	64	59	73
- Rendraient la production d'électricité plus verte	58	70	–	–	–	–
- Encouragerait l'isolation des bâtiments	–	–	65	64	–	–
- Modifierait les habitudes de mobilité	54	60	43	51	–	–
- Effet négatif sur l'économie et l'emploi	27	37	31	31	38	35
- Moyen coûteux de lutter contre le changement climatique	51	30	50	27	58	29
<b>Impacts redistributifs (« Estime que serait gagnant... »)</b>						
- Son propre ménage	26	23	18	20	25	15
- Les ruraux ou péri-urbains	30	25	23	21	21	16
- Les personnes à hauts revenus	40	39	31	33	40	40
- La classe moyenne	21	22	19	21	11	15
- Les personnes à bas revenus	25	21	20	22	15	12
<b>Justice perçue et soutien</b>						
- La mesure serait juste	49	51	22	35	27	39
- Favorable à la mesure	57	57	29	37	28	43



Lecture : Les chiffres affichés correspondent aux pourcentages des deux réponses positives : « Plutôt d'accord » et « Tout à fait d'accord ».

Source : Enquête présentée dans Dechezleprêtre A., A. Fabre, T. Kruse, B. Planterose, A. Sanchez Chico et S. Stantcheva (2022) : « Fighting Climate Change: International Attitudes Toward Climate Policy », OCDE Working Paper, juillet.

# Les perceptions sur les effets des politiques expliquent le soutien

- Les perceptions sur l'efficacité, les effets redistributifs, les effets sur le budget du ménage sont déterminants du soutien
- Les variables sociales, politiques, énergétiques n'expliquent que 14 % de la variation dans les points de vue

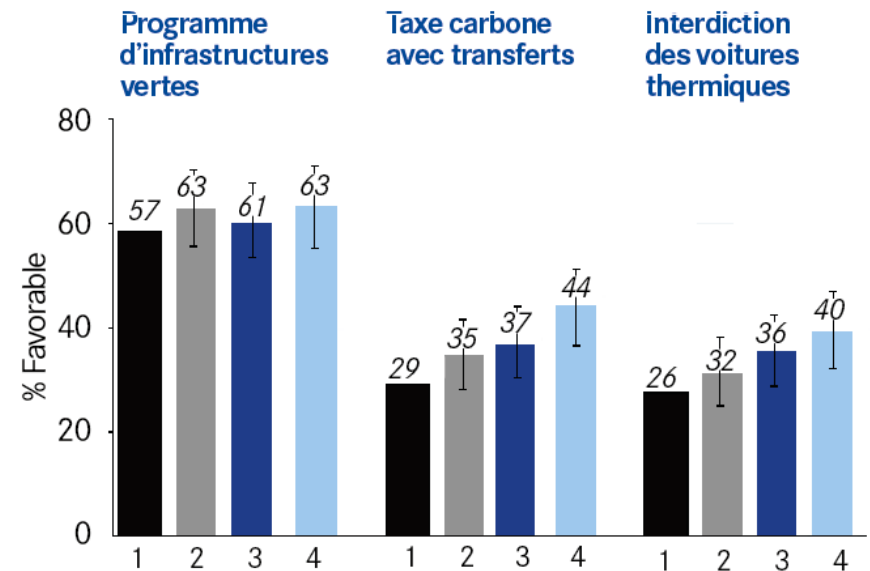
**Constat 3.** Le soutien s'explique par les perceptions sur l'efficacité environnementale des politiques, sur leurs effets redistributifs et leur impact financier sur le ménage. Informer sur les propriétés des mesures peut contribuer à augmenter leur soutien.

# Les effets de l'information

Informer les citoyens sur les effets des mesures augmente significativement le soutien

- Chaque traitement (vidéos pédagogiques) augmente significativement le soutien aux trois mesures principales
- Expliquer comment fonctionnent les politiques climatiques est plus efficace pour entraîner le soutien des citoyens que d'informer sur les impacts du changement climatique

Effets de traitements informatifs sur le soutien aux principales mesures climatiques étudiées



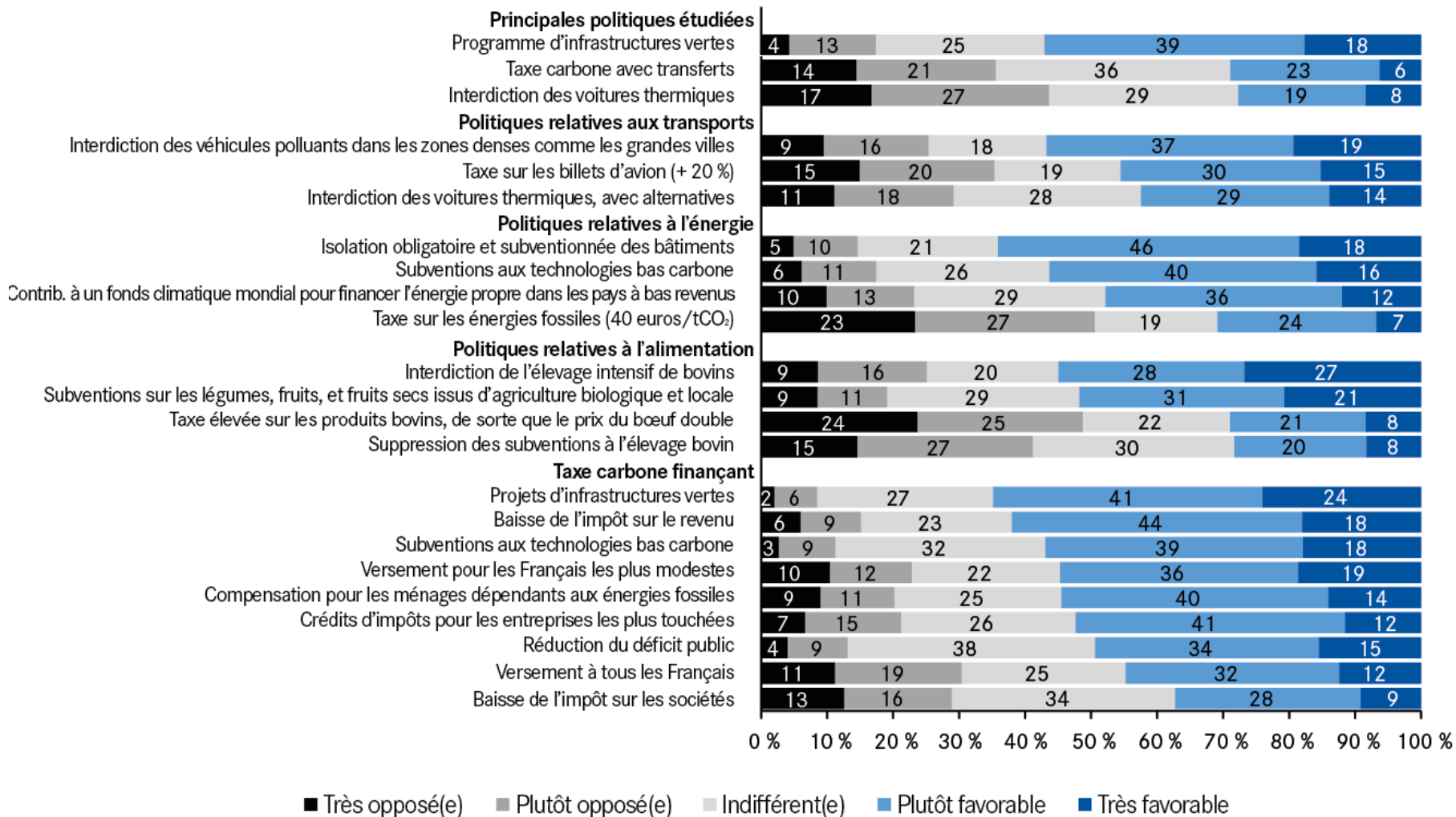
Lecture : 1 : Contrôle ; 2 : Impacts ; 3 : Politiques ; 4 : Les deux. 28 % des sondés sont favorables à l'interdiction des voitures thermiques. Le pourcentage monte à 32 % s'ils voient la vidéo « Impacts », 36 % s'ils voient la vidéo « Politiques climatiques » et 40 % s'ils voient les deux.

Source : Dechezleprêtre A., A. Fabre, T. Kruse, B. Planterose, A. Sanchez Chico et S. Stantcheva (2022) : « Fighting Climate Change: international Attitudes Toward Climate Policy », OCDE Working Paper, juillet.

→ Informer sur les propriétés des mesures peut contribuer à augmenter leur soutien

# Soutien aux différentes mesures (1/4)

## Soutien des Français à différentes mesures climatiques nationales



Source : Annexe France, note 5 de Dechezleprêtre A., A. Fabre, T. Kruse, B. Planterose, A. Sanchez Chico et S. Stantcheva (2022) : « Fighting Climate Change: international Attitudes Toward Climate Policy », OCDE Working Paper, juillet.



# Soutien aux différentes mesures (2/4)

Un niveau de soutien varié selon les mesures

- Fort pour les investissements et les réglementations
- Modéré pour la taxe carbone
- Qui dépend de leurs modalités de financement et d'application

Le soutien à la taxe carbone dépend de l'usage de ses recettes

- Une majorité claire contre la taxe carbone non affectée
- Une majorité claire en faveur de la taxe carbone si les recettes financent des infrastructures vertes, des réductions d'impôts sur les revenus ou une compensation pour les ménages vulnérables

**Constat 4.** Les subventions à l'adoption et au déploiement de technologies bas carbone, les investissements publics dans des infrastructures décarbonées, l'obligation de rénovation thermique assortie de subventions et l'interdiction des véhicules polluants des centres-villes sont soutenues par une majorité de Français.

**Constat 5.** Le soutien aux mesures de tarification carbone est nettement plus élevé lorsque les recettes financent des transferts pour compenser les ménages vulnérables ou des investissements verts.

# Soutien aux différentes mesures (3/4)

## Quelques spécificités françaises

- France, Allemagne et Danemark : les moins favorables à l'interdiction des véhicules thermiques ou une taxe carbone avec transferts
- Italie et France : seuls pays où l'interdiction de l'élevage intensif de bovins a une majorité absolue. Sur le reste (y compris variantes de la taxe carbone), France dans la moyenne des pays riches

**Constat 6.** La France est le pays où la différence de soutien entre ceux qui utilisent et qui n'utilisent pas de voiture est la plus importante. La qualité des services et des équipements disponibles importe plus que la taille de l'agglomération du lieu d'habitation.

# Soutien aux différentes mesures (4/4)

Un fort soutien aux mesures climatiques globales

- 85 % pensent que les mesures doivent être prises à l'échelle mondiale, 37 % de l'UE, 27 % nationale
- Forte demande de justice et d'équité au niveau mondial

**Constat 7.** En complément de mesures climatiques nationales, la plupart des Français interrogés soutiennent un accord mondial pour réduire les émissions selon une clé de répartition équitable des efforts.

# Recommandations (1/7)

Mieux comprendre les perceptions et les contraintes légitimes des citoyens en collectant régulièrement des données d'enquête.

Utiles pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques climatiques

- Les enquêtes peuvent être un baromètre essentiel pour recenser les points de vue en amont de la mise en œuvre des politiques environnementales, pour s'enquérir de leur réception et évaluer leur impact immédiatement après leur mise en œuvre
- L'ADEME a une enquête annuelle : excellente initiative, à renforcer (notamment avec plus de questions sur les mesures climatiques)

**Recommandation 1.** Conduire régulièrement des enquêtes sur les contraintes pesant sur les ménages, sur la compréhension et l'acceptation des mesures climatiques, et mieux intégrer les attentes et préoccupations des citoyens dans la définition des politiques.

# Recommandations (2/7)

Une conscience du changement climatique, mais un besoin d'information sur les effets des politiques climatiques

- Information qui doit être fournie, pour chaque politique existante ou proposée, par un organisme indépendant du gouvernement

Offrir aux citoyens des simulateurs simples et interactifs afin qu'ils puissent estimer l'effet des réformes proposées sur leur propre ménage

**Recommandation 2.** Mieux informer les citoyens sur le fonctionnement et les effets des politiques climatiques. Envisager de confier cette mission d'information au Haut Conseil pour le climat en lui allouant des moyens à la hauteur de cette nouvelle compétence.

# Recommandations (3/7)

La présence d'alternatives décarbonées constitue un levier puissant à la mise en œuvre de politiques climatiques justes et bien acceptées

Offrir des alternatives à la voiture thermique est un enjeu essentiel, car elles sont pour l'instant limitées voire inexistantes

- Cette recommandation paraît d'autant plus indispensable au regard de la hausse récente des prix de l'énergie exacerbée par la situation géopolitique

**Une tarification carbone ne peut pas être envisagée** dans le contexte actuel de forte hausse des prix de l'énergie

- Aider aujourd'hui les ménages (notamment ceux aux revenus modestes) à s'équiper est nécessaire pour les prémunir contre la hausse actuelle et future des prix de l'énergie et contre d'éventuelles nouvelles tarifications du carbone à venir

**Recommandation 3.** Séquencer la mise en place des politiques climatiques : favoriser d'abord la diffusion d'alternatives bas carbone pour protéger les ménages des hausses des prix, avant des hausses éventuelles du prix du carbone.

# Recommandations (4/7)

Les alternatives décarbonées dépendent en partie d'infrastructures publiques, mais également d'investissements privés qu'il convient d'encourager et de subventionner, notamment pour les ménages les plus vulnérables qui font face à des contraintes de financement importantes

54 % des répondants dans le premier quartile de revenus citent les contraintes financières comme facteur limitant leur adoption d'un mode de vie soutenable

Il paraît indispensable de renforcer les dispositifs d'aide à la conversion des équipements les plus polluants (notamment voiture et chaudière) et la rénovation globale des logements, ciblés sur les ménages les plus vulnérables (e.g. renforcer 'MaPrimeRénov' pour favoriser les rénovations globales)

**Recommandation 4.** Renforcer les dispositifs d'aide à l'achat d'équipements à faibles émissions, notamment pour les ménages vulnérables et à revenus modestes.

# Recommandations (5/7)

Parmi les 20 pays couverts ici, la France est celui où la disponibilité de transports en commun est la plus fortement corrélée avec le soutien aux politiques climatiques dans le domaine des transports

Les mobilités comme priorité

- Les différentes analyses coûts-avantages sur le développement des transports en commun ou du rail font apparaître un ratio bénéfice/coût très favorable à ces projets (Quinet, 2019)
- Les besoins de financements publics supplémentaires sont de 17 Mds € (I4CE, Berghmans *et al.*, 2021) à 36 Mds € annuels (Institut Rousseau, 2022)
- Les investissements publics suscitent des investissements privés

**Recommandation 5.** Faire une priorité des investissements publics dans les infrastructures de mobilité à faibles émissions : transports en commun, réseau ferroviaire, pistes cyclables, bornes de recharge pour véhicules électriques.



# Recommandations (6/7)

Le soutien à la taxe carbone passe de 31 % sans affectation des recettes à 54 % lorsque ses recettes financent une compensation pour les ménages dépendants aux énergies fossiles et à 55 % lorsqu'elles financent un versement pour les ménages les plus modestes

Utiliser les recettes de la tarification carbone pour compenser les ménages **vulnérables**

- Bureau, Henriot et Schubert (2019) : prendre en compte le revenu et la localisation géographique

Pour les protéger face aux prix élevés des énergies fossiles, la régulation par les prix (remise générale sur le prix de l'essence, gel du prix du gaz) n'est pas le bon instrument, car elle profite avant tout aux plus riches (qui consomment davantage d'énergie)

- Attention au manque de connaissances sur le montant des transferts reçus: efforts de communication devront porter sur l'existence et le montant des sommes redistribuées (*cf.* recommandation 2)

**Recommandation 6.** Redistribuer tout ou partie des recettes provenant de la tarification carbone et des taxes sur les énergies fossiles pour compenser les ménages vulnérables, sous forme de transferts forfaitaires.

# Recommandations (7/7)

Il nous paraît indispensable d'affecter l'intégralité des recettes de toute nouvelles taxes environnementale (tarification carbone, taxes sur l'énergie) à des dépenses elles aussi environnementales et à des transferts vers les ménages vulnérables

- Une augmentation de la fiscalité carbone en France ne paraît pas envisageable dans le court terme étant donné la hausse récente des prix de l'énergie
- Mais cette recommandation peut s'étendre aux instruments existants (recettes supplémentaires)
- De plus, la fiscalité carbone va monter en puissance à moyen terme au niveau européen

L'affectation des taxes augmente fortement le soutien

- Possible à mettre en place pour les recettes futures et supplémentaires
- Éviter les redistributions indirectes sous forme de réduction de prix sans condition de ressources

**Recommandation 7.** S'engager à affecter intégralement les recettes de toute nouvelle taxe environnementale, ou les hausses de recettes des taxes environnementales existantes, au financement d'une transition énergétique juste.

# Pour aller plus loin

## Les limites du principe pollueur-payeur

- La majorité des répondants est réticente à ce que les plus riches puissent continuer à profiter de certaines activités qui seraient rendues inabordables pour les classes moyennes
- Ceci pourrait s'expliquer par des préférences liées au statut (plutôt qu'au niveau absolu de revenus) ou à l'égalité des opportunités, et par une aversion à l'inégalité au sommet

**Renforcer la solidarité** au sein et entre les pays et développer la coordination internationale sur le changement climatique

- Dans chaque pays, une majorité soutient un marché potentiellement mondial de permis d'émissions où les quotas seraient alloués aux pays proportionnellement à leur population
- La France devrait être un leader dans cette recherche d'intégration internationale